

Arrêté n°G-2022-35**AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
ET PERMIS DE STATIONNEMENT :
*Association LA GERMINOISE – Marché artisanal***

Le Maire de la Commune,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2213-1 et L.2213-6,
- Le Code de la Route,
- Le Code de la Voirie routière,
- Le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.581-1 à L.581-45 et R.581-1 à R.581-88,
- La demande présentée le 5 juillet 2022 par M. Guy HEIDET, Président de l'Association LA GERMINOISE, 3 rue de Bourg à Saint-Germain-le-Châtelet (90110), pour organiser un marché artisanal à l'occasion du premier Jeudi Germinoise sur le domaine public communal (place du village) et d'occuper ledit domaine,

ARRÊTE

Article 1^{er} : M. Guy HEIDET est autorisé, sous réserve de respecter les modalités fixées par le présent arrêté, à organiser un marché artisanal sur le domaine public communal, et plus particulièrement sur la place du village (Place du 18 Juin).

Article 2 : La présente autorisation est accordée pour le 7 juillet 2022 de 18h00 à 21h00. Elle est octroyée à titre précaire et révocable, et n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 3 : Durant cette période, le stationnement sera autorisé aux abords du site et dans les rues du village si nécessaire. Il conviendra de laisser libre accès aux services d'urgence.

Article 4 : Pour des raisons de sécurité, M. Guy HEIDET devra maintenir le dispositif anti-percussion et la mise en place d'un poste de secours prévus dans le cadre des Jeudis Germinoise (cf. arrêté n°G-2022-23).

Article 5 : M. Guy HEIDET est chargé de la signalisation relative à la manifestation, conformément à la réglementation relative à la publicité extérieure et aux enseignes temporaires.

Article 6 : M. Guy HEIDET devra maintenir les lieux en parfait état de propreté et devra veiller à ne pas détériorer le domaine public communal.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à M. Guy HEIDET et affiché sur les lieux de la manifestation. Ampliation sera transmise à la Brigade de Gendarmerie et au SDIS.

CERTIFIE EXECUTOIRE

Fait à Saint-Germain-le-Châtelet, le 5 juillet 2022

Le Maire,
Jean-Luc ANDERHUEBER

Conformément aux dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié, le Maire certifie sous son autorité le caractère exécutoire de cet acte et informe l'intéressé qu'il dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification pour le contester devant le Tribunal Administratif de BESANCON. Acte non transmissible en Préfecture, conformément à la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.